

LE RÔLE DU PARLEMENT DANS LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE

L'incontournable séparation des pouvoirs

Dans les démocraties, le Parlement est issu d'élections où les candidats sont présentés par les partis politiques ou des listes indépendantes sur la base d'un dispositif législatif accepté par tous. La vie politique est rythmée aussi bien par l'action du gouvernement, l'activité des partis – majorité et opposition – que par le fonctionnement du Parlement, dans le respect de la séparation des pouvoirs.

La corruption constitue un obstacle et un danger pour la démocratie. Aussi, l'existence d'une institution parlementaire élue démocratiquement et la participation des citoyens sont essentielles à la lutte contre la corruption. Il est primordial de renforcer le rôle du Parlement en matière d'initiative de lois. Dans les domaines de la lutte contre la corruption et la transparence dans la gestion de la chose publique, cette institution doit être plus entreprenante par des propositions de lois dont le sort ne serait pas lié aux diligences gouvernementales. Ces propositions pourraient ainsi recueillir des appuis en dehors des clivages politiques existants et renforcer le rôle et l'autorité morale du Parlement. La consultation par le Parlement des ONG et d'autres secteurs de la société, qui interviennent ou qui peuvent jouer un rôle dans la lutte contre la corruption, à l'occasion de discussions sur des projets

de loi, permet d'enrichir et de faciliter la mise en œuvre des réformes et de promouvoir l'intégrité. Le Parlement peut ainsi être amené, dans le cadre de la moralisation de la vie publique, à adopter des codes de conduite. Le rôle du Parlement est par ailleurs essentiel pour assurer la crédibilité et l'efficacité du système de déclaration du patrimoine des membres de l'exécutif, des élus et des hauts fonctionnaires de l'Etat. Il peut voter une loi qui réunit toutes les garanties de transparence dans l'exécution, la publicité, le contrôle et l'évaluation du dispositif à mettre en place. Mais ce système de déclaration de patrimoine doit aussi s'appliquer aux parlementaires eux-mêmes.

**Moralisation
de la vie publique**

En outre, le Parlement, dans son organisation interne, doit être doté de structures efficaces et assurer un statut clair à la majorité et à

l'opposition. C'est en effet en permettant à l'institution parlementaire d'assurer de manière effective le contrôle de l'activité gouvernementale, notamment en donnant à l'opposition les moyens d'accéder à l'information et d'interpeller régulièrement le gouvernement, que les élus pourront constituer un contre-pouvoir. Afin de mettre les parlementaires à l'abri de pressions, il est indispensable de les couvrir par l'immunité parlementaire, immunité qui ne doit cependant pas conduire à l'impunité. Le pouvoir d'investigation et d'information de l'institution parlementaire détermine largement aussi le rôle qu'elle peut remplir en matière de transparence et de lutte contre la corruption. Le droit de constituer des commissions d'enquête ouvertes à l'opposition et de mener des missions d'investigation doit se traduire dans les faits par la garantie d'un accès libre à l'information.

Cela suppose l'inopposabilité du secret professionnel à l'encontre de ces commissions d'enquête et l'obligation, par les institutions concernées de l'Etat, de leur fournir les informations demandées. La publication des rapports des commissions d'enquête parlementaires doit être impérativement assurée pour garantir le droit à l'information des citoyens. C'est en effet par la mise en œuvre de cette obligation d'information que les

électeurs peuvent suivre et évaluer l'activité de leurs élus et de leurs gouvernants et mieux choisir leurs futurs représentants. Reconnaître à l'opposition de larges prérogatives en la matière est essentiel. Mais l'institution parlementaire, aussi représentative qu'elle puisse être, demeure inefficace tant qu'elle n'est pas soutenue par une démocratie participative. Le système politique doit veiller à élargir le champ de la consultation et de la concer-

tation citoyennes tant dans la prise de décision que dans le fonctionnement des institutions publiques. Cela requiert non seulement une décentralisation et une déconcentration efficaces des administrations publiques, mais aussi des organisations de la société civile (partis politiques, syndicats professionnels, associations, ordres professionnels, etc.) ouvertes, dynamiques et démocratiques.

Djilali Hadjadj

Trop d'obstacles

Un des principaux obstacles au développement du processus démocratique en Algérie est illustré par le fonctionnement des Parlements, fonctionnement limité et trop dépendant de l'exécutif, non encore acquis à la séparation des pouvoirs, pourtant consacré par la Constitution. Le même phénomène est observé au niveau des partis politiques, ceux qui sont au pouvoir ayant la part belle et utilisant tous les moyens, à la fois pour retarder l'alternance politique et minimiser le rôle de l'opposition. Un des moyens de prévenir la corruption est l'instauration effective de la déclaration de patrimoine des membres de l'exécutif, des élus et des hauts fonctionnaires. Mais, là aussi, cet instrument existe, est très souvent détourné et très mal appliqué. Enfin, l'évolution du processus démocratique est lié en grande partie à la transparence dans les élections. Comment y parvenir ? Les différents facteurs qui interviennent dans la consolidation du processus démocratique, aux plans économique, politique et institutionnel, ne peuvent être d'un apport concret que s'ils

sont «immunisés» contre la corruption. Quel que soit le domaine dans lequel elle sévit, la corruption procède du détournement des principes qui fondent la démocratie telles l'égalité, l'éthique, la transparence et la justice. L'existence d'un système démocratique est essentielle à tout système d'intégrité. La corruption résulte le plus souvent d'une confusion des sphères publique et privée et du dérèglement des mécanismes de régulation qui organisent les échanges économiques et la dévolution du pouvoir politique. Cette rupture d'équilibre est caractéristique du dysfonctionnement des institutions dont l'origine est à chercher dans leurs relations parfois ambiguës avec l'espace économique et le champ politique.

**La domination du pouvoir
discrétionnaire**

L'Algérie offre en ce sens un terrain où la démocratie, encore très fragile, est à consolider. En réalité, quelles que soient les modalités de l'organisation de la production et de l'échange, la corruption tend à se développer parallè-

lement à la formation de situations de rentes et au renforcement du pouvoir discrétionnaire. Elle trouve donc un terrain favorable, chaque fois qu'il y a monopole, pénurie de produits et de services, manque de transparence dans la gestion des affaires publiques.

L'économie de marché permet de réduire la corruption quand elle est soutenue par une concurrence réelle, par un marché fluide et par un système politique dont les citoyens ont la maîtrise. À partir de ces considérations, les approches ethnocentriques et celles qui mettent en corrélation linéaire le niveau de croissance ou de développement et celui de la corruption doivent être remises en cause. Dans le même esprit, il y a lieu de souligner que la libéralisation des prix et des échanges est loin de constituer l'antidote aux pots-de-vin.

Le contraire est prouvé par les privatisations frauduleuses, les réseaux étatiques parallèles, la mainmise des politiques et des militaires sur le marché, le rôle parfois peu orthodoxe des multinationales, etc.

D. H.

Les dangers du «marché politique»

Les partis politiques jouent un rôle fondamental dans l'organisation de société, dans la consolidation des valeurs de démocratie et de citoyenneté et dans le choix des gouvernants. Cependant, l'encadrement des populations par les partis politiques est susceptible de soulever des problèmes, notamment à travers la multiplication exagérée du nombre de partis politiques qui créent dans certains cas un véritable marché politique ; le manque de démocratie interne et d'ouverture du parti à tous les citoyens sans discrimination ; le manque de transparence en matière de financement. Une solution à ce problème pourrait être éventuellement le recours au financement public qui, cependant, ne doit pas être utilisé par les pouvoirs publics comme un moyen de corruption.

L'accès aux ressources publiques doit se faire en toute transparence.

Pour éviter la création de rentes pour les partis et les hommes politiques, il est souhaitable que le financement soit centré sur le processus électoral et qu'il obéisse à des critères objectifs. Il devrait faire l'objet d'un contrôle rigoureux a posteriori. Ce contrôle devrait être élargi aux dons, aux «cadeaux» et au financement privé parce qu'il constitue également une source potentielle de corruption des partis politiques et des futurs gouvernants.

D. H.

A nos lecteurs.....

Les «Soir Corruption» des lundi 9, 16, 23 et 30 avril 2012 ne sont pas parus pour des raisons liées à l'actualité et à l'abondance de matière relative aux élections du 10 mai. Toutes nos excuses à nos lecteurs.

Publicité

PENSÉE

Une année s'est écoulée depuis l'annonce de la triste nouvelle, à savoir le décès de notre cher époux, père et grand-père

Hanibeché
Mahmoud

Rien n'est plus comme avant depuis le jour de ton départ pour l'éternité.

Ta mort nous a séparés sans nous laisser le temps de nous dire adieu. Personne ne peut combler le vide que tu a laissé.

En ce douloureux et triste souvenir, toute la famille Hanibeché demande à tous ceux et celles qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Repose en paix très cher Mahmoud, nous ne t'oublierons jamais.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».

**مكتب التوثيق الأستاذ محمدي نور الدين 16 نهج
السلام- تلمسان الهاتف: 54.18.26.043
بيع محل تجاري**

بموجب عقد تلقاه الأستاذ محمدي نور الدين، موثق بتلمسان بتاريخ 2012/03/28 مسجل بمكتب التسجيل بتلمسان في أوانه، باع السيد شريف بن موسى نسيم، ابن سيدي محمد، تاجر، الساكن بتلمسان رقم 05 شارع سبليس، المولود بتلمسان في (1982/11/26)، إلى السيد/صابري عبد العالي، ابن صالح، موظف، الساكن بورقلة، المولود بحسين داي (الجزائر) في (1963/02/28)، قاعدة تجارية مستثمرة في عقار ملك للسيد صابري عبد العالي بتلمسان نهج بجاوي شواش أحمد رقم 13، مستغلة في التجارة بالتجزئة (تجارة الألبسة، الأحذية و الأنسجة و كذلك العطار و مواد التجميل) مع جميع عناصره المادية و المعنوية المتعلقة به مقابل ثمن رئيسي قدره (2.100.000.00 دج)، بتقدم المعارضات إلى مكتب التوثيق المذكور أعلاه في الأجل المحددة قانونا.

للإعلام الموثق

F :04/012/B14

**الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية سطيف
مديرية البيئة**

إعلان عن إشهار دراسة التأثير على البيئة لمشروع إنجاز وحدة لتخزين و بيع الزيوت بالجملة و التجزئة و الكانتنة بدوار أولاد معيزة، بلدية الدهاشة لفائدة السيد دغوم عبد الحفيظ

- بمقتضى قرار السيدوالي ولاية سطيف رقم 1081/م.ب.ب.و.س/ 2012 المؤرخ في 2012/04/24 تعلن مديرية البيئة لولاية سطيف عن إشهار دراسة التأثير على البيئة لمشروع إنجاز وحدة لتخزين و بيع جميع أنواع الزيوت بالجملة و التجزئة و الكانتنة بدوار أولاد معيزة، بلدية الدهاشة لفائدة السيد دغوم عبد الحفيظ.
- عين السيد/ صالح برياش متصرف بلدي ببلدية الدهاشة بصفته محافظا محققا لتسجيل الآراء و الاقتراحات المكتوبة و الشفوية المتعلقة بهذا المشروع في سجل التحقيق.
- يودع ملف التحقيق بمقر بلدية الدهاشة لمدة ثلاثين (30) يوما من تاريخ إشهار هذا القرار في جريدتين وطنيتين و ذلك ابتداء من 2012/05/06 إلى غاية 2012/06/04 لتمكين من يهمه الأمر من إبداء رأيه.
- بانتفاء الأجل المحدد أعلاه يغلغ سجل التحقيق و يؤشر من طرف رئيس المجلس الشعبي لبلدية الدهاشة، يرسل مع ملف التحقيق مرفوقا بقرير المحافظ المحقق إلى مديرية البيئة.
R :40090/B11